

TELEDYNE E2V SEMICONDUCTORS SAS

Société par Actions Simplifiée

1 rue de Rochepleine

BP 123

38120 SAINT EGREVE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

TELEDYNE E2V SEMICONDUCTORS SAS

Société par Actions Simplifiée

1 rue de Rochepleine
BP 123
38120 SAINT EGREVE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux associés de la société TELEDYNE E2V SEMICONDUCTORS SAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TELEDYNE E2V SEMICONDUCTORS SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 21 avril 2023

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Jean-Marie LE JELOUX

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 7 717 949 | 4 934 087 | 2 783 862 | 4 350 209 |
| Fonds commercial | 20 000 | | 20 000 | 20 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 183 531 | | 183 531 | 183 531 |
| Constructions | 13 563 529 | 10 783 090 | 2 780 440 | 1 861 456 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 51 289 382 | 44 180 824 | 7 108 558 | 7 415 142 |
| Autres immobilisations corporelles | 3 490 972 | 2 868 717 | 502 255 | 390 588 |
| Immobilisations en cours | 5 190 314 | | 5 190 314 | 4 994 267 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 20 526 | | 20 526 | 30 526 |
| ACTIF IMMOBILISE | 81 476 203 | 62 886 717 | 18 589 486 | 19 245 720 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 15 967 391 | 4 631 091 | 11 336 300 | 6 688 627 |
| En-cours de production de biens | 18 358 230 | 5 009 970 | 13 348 260 | 8 778 534 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 9 869 798 | 2 129 522 | 7 740 276 | 4 024 513 |
| Marchandises | 53 520 | | 53 520 | 11 467 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 295 801 | | 295 801 | 1 032 584 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 22 622 547 | | 22 622 547 | 20 072 599 |
| Autres créances | 114 652 453 | | 114 652 453 | 97 541 309 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 18 422 550 | | 18 422 550 | 10 329 863 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 591 085 | | 591 085 | 826 878 |
| ACTIF CIRCULANT | 200 833 374 | 11 770 583 | 189 062 791 | 149 306 375 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 276 042 | | 276 042 | 225 132 |
| TOTAL GENERAL | 282 585 619 | 74 657 300 | 207 928 319 | 168 777 227 |

| Rubriques | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 8 578 873) | 8 578 873 | 8 578 873 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 3 700 | 3 700 |
| Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | 936 784 | 936 784 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | | |
| Report à nouveau | 92 174 295 | 64 773 777 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 34 770 412 | 27 400 518 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 2 041 853 | 2 438 741 |
| CAPITAUX PROPRES | 138 505 918 | 104 132 393 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | 660 000 | 920 000 |
| AUTRES FONDS PROPRES | 660 000 | 920 000 |
| Provisions pour risques | 1 730 003 | 2 524 373 |
| Provisions pour charges | 5 421 398 | 6 994 592 |
| PROVISIONS | 7 151 401 | 9 518 965 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financiers divers (dont empr. participatifs) | 2 339 544 | 3 985 659 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 17 045 | 9 218 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 23 999 111 | 18 556 326 |
| Dettes fiscales et sociales | 28 696 505 | 23 825 437 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 5 315 459 | 6 084 803 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | 640 156 | 1 647 163 |
| DETTES | 61 007 820 | 54 108 607 |
| Ecart de conversion passif | 603 180 | 97 261 |
| TOTAL GENERAL | 207 928 319 | 168 777 227 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | 538 | 3 786 998 | 3 787 536 | 1 208 680 |
| Production vendue de biens | 3 743 974 | 136 291 758 | 140 035 733 | 118 200 996 |
| Production vendue de services | 2 865 388 | 9 734 876 | 12 600 264 | 12 460 781 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 6 609 900 | 149 813 632 | 156 423 532 | 131 870 657 |
| Production stockée | | | 835 069 | -1 123 640 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 865 450 | 1 252 092 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 14 729 330 | 11 718 449 |
| Autres produits | | | 32 103 788 | 2 404 249 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 204 977 170 | 146 121 607 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 3 975 412 | 1 312 676 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -33 468 | -150 421 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 37 712 190 | 22 136 869 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -13 538 880 | -401 468 |
| Autres achats et charges externes | | | 41 830 376 | 33 515 628 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 2 389 278 | 3 298 240 |
| Salaires et traitements | | | 22 172 478 | 20 326 033 |
| Charges sociales | | | 11 215 102 | 11 340 073 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 6 188 145 | 5 983 127 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 11 373 141 | 9 547 928 |
| Dotations aux provisions | | | 2 345 546 | 2 403 263 |
| Autres charges | | | 31 355 577 | 2 181 940 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 156 983 296 | 110 491 888 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | | 47 993 873 | 35 629 719 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 1 170 626 | 782 500 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 225 132 | 807 975 |
| Différences positives de change | | | 2 396 450 | 1 468 885 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 3 792 208 | 3 059 360 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 276 042 | 225 132 |
| Intérêts et charges assimilés | | | 114 258 | 71 470 |
| Différences négatives de change | | | 3 313 892 | 1 688 496 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | 3 704 193 | 2 183 098 |
| RÉSULTAT FINANCIER | | | 88 016 | 876 263 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS | | | 48 081 889 | 36 505 982 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | 22 531 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | 25 297 | 362 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 396 887 | 506 902 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 422 184 | 529 795 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | 4 944 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | 20 238 | 4 850 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | 20 238 | 9 794 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | | | 401 947 | 520 001 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | 3 184 845 | 2 445 170 |
| Impôts sur les bénéfices | | | 10 548 578 | 7 180 295 |
| TOTAL DES PRODUITS | | | 209 191 562 | 149 710 762 |
| TOTAL DES CHARGES | | | 174 421 150 | 122 310 244 |
| BÉNÉFICE OU PERTE | | | 34 770 412 | 27 400 518 |

ANNEXE

1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de la société

Au sein du groupe Teledyne e2v, la société Teledyne e2v Semiconductors SAS poursuit son activité de conception et d'industrialisation de produits électroniques semi-conducteurs.

Les comptes sociaux ont été établis pour un exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2022. Ils sont comparés à l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021.

Les comptes ont été arrêtés par le Président le 30 juin 2023.

Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Au sein du groupe Teledyne e2v, la société e2v Semiconductors SAS poursuit son activité de conception et d'industrialisation des produits électroniques semi-conducteurs.

La société Teledyne e2v Semiconductors SAS développe, fabrique et vend ses produits directement à ses clients finaux au sein de l'Union Européenne.

Face à la pénurie de matières premières en 2022, la société a été amenée à prendre des actions d'approvisionnement complémentaire.

Suite à la guerre en Ukraine, la société a pu établir le fait qu'elle n'était pas impactée par celle-ci du fait de l'absence d'opérations avec la Russie et les autres pays concernés.

L'activité de la Société a été en progression de 18.6% par rapport à l'an passé : le chiffre d'affaires de l'exercice 2022 s'élève à 156.4 MEUR contre 131.9 MEUR à la clôture de l'exercice précédent.

L'augmentation est essentiellement due à la division Imagerie avec une hausse de son chiffre d'affaires de +9% par rapport à 2021.

La division Semi-conducteurs est restée stable en chiffre d'affaires.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le début de la crise liée à l'épidémie Covid-19, Teledyne e2v Semiconductors confirme sa priorité à préserver la santé et la sécurité de ses employés, à minimiser l'impact de cette crise sur les activités et à maintenir sa capacité à livrer ses clients et à tenir ses engagements. Les mesures mises en place en 2021 (télétravail, aménagement des horaires de travail, sécurisation des postes de travail) ont perduré en 2022.

2 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2022 sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.2 Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend pour l'essentiel :

- Les logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production (y compris les frais d'acquisition),
- Les fonds commerciaux acquis,
- Les frais de développement qui sont immobilisés s'ils satisfont aux conditions précises d'activation.

Les dépenses liées aux activités de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles comportent un contrat de louage de brevet (droit

d'utilisation d'un brevet payé au moyen de redevances).

Les fonds commerciaux et les immobilisations en cours ne sont pas amortis. La durée d'utilisation généralement retenue pour le calcul de l'amortissement, selon le mode linéaire, est :

- Pour les logiciels : 3 ans
- Pour les contrats de louage de brevet : la durée du contrat (3 ans).

2.3 Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions comprennent pour l'essentiel des usines et des bureaux.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors frais financiers ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires, ...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est généralement retenu sur les durées suivantes :

| | | |
|--|--------|----------------------|
| - Constructions | 20 ans | linéaire |
| - Ouvrages d'infrastructure et installations fixes | 10 ans | linéaire |
| - Machines-outils et matériels industriels | 5 ans | linéaire & dégressif |
| - Outillages industriels | 5 ans | linéaire |
| - Cartes | 3 ans | linéaire |
| - Masques | 5 ans | linéaire |
| - Mobilier / Equipement de bureau | 10 ans | linéaire |
| - Véhicules de société | 4 ans | linéaire |
| - Matériel Informatique | 4 ans | linéaire |

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, cette dernière représentant la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie.

Amortissement dérogatoire

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables.

2.4 Stocks

Les stocks d'approvisionnement et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les produits fabriqués et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production qui englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs de main-d'œuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production engagés pour amener les biens dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent (sur la base d'une capacité d'exploitation normale).

Lorsque la valeur actuelle à la clôture (valeur vénale pour les produits finis et marchandises et valeur d'usage pour les travaux en cours et matières premières) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence. L'évaluation des stocks à la clôture tient compte des prix et des perspectives de vente.

2.5 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement pour chaque client.

2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

2.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées, composées exclusivement d'amortissements dérogatoires, sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur.

2.8 Engagements de retraite et assimilés

L'entreprise a adopté la méthode 2 de la recommandation ANC n° 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés. L'incidence des variations des hypothèses et le coût des services passés non encore acquis sont constatés immédiatement en compte de résultat.

Autres avantages à long terme

Il s'agit principalement de l'avantage lié au régime des médailles du travail. Ce régime est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles. L'entreprise enregistre en résultat le coût actuariel estimé sur la durée de vie active des salariés concernés. L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

2.9 Chiffre d'affaires

2.9.1 Ventes de produits

Les ventes de produits sont comptabilisées conformément aux incoterms, il s'agit de la date d'expédition dans la majorité des cas. Le chiffre d'affaires est déterminé sur la base du prix de vente au client final minoré d'un pourcentage de commission des entités de distribution du groupe sauf dans le cas où le client se situe en Europe (dans ce cas, la vente est effectivement directement avec le client final).

2.9.2 Prestations de services

Les prestations de services, qui consistent principalement en des prestations de développement pour des clients, en cours à la clôture de l'exercice sont comptabilisées selon la méthode « à l'avancement » qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat à l'avancement. Le chiffre d'affaires et le résultat sont constatés en appliquant au chiffre d'affaires et au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement. Le pourcentage d'avancement est déterminé sur la base du rapport entre le coût des travaux et services exécutés et acceptés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

Les facturations, effectuées conformément aux termes définis dans les contrats de prestation de services, sont comptabilisées en produits constatés d'avance dès lors que les prestations de services ne sont pas achevées et acceptées.

Une provision pour pertes à terminaison est enregistrée en provisions pour risques, le cas échéant, lorsque le prix de revient d'un projet est supérieur au chiffre d'affaires prévisionnel. Cette provision n'est pas ajustée des éventuels profits futurs qui pourraient être constatés lors de la phase d'industrialisation.

Les prestations de services sont facturées aux entités distributrices du Groupe Teledyne sur la base du prix de vente au client final minoré d'un pourcentage fixe de commission. Le chiffre d'affaires prévisionnel de la société Teledyne e2v Semiconductors SAS est donc déterminé sur la base du prix de vente au client final minoré de ce coefficient sauf dans le cas où le client se situe en Europe du sud (dans ce cas, la vente est effectivement directement avec le client final).

2.10 Garantie

Une provision pour garantie est comptabilisée à la clôture afin de faire face à la charge prévisible résultant de la vente de produits faisant l'objet d'une garantie octroyée par la société.

Les coûts prévus relatifs aux produits vendus sont déterminés sur la base d'un taux de retour, calculé par ligne de produits. Ce taux de retours (sous garantie) est calculé sur la période de garantie. Il est ensuite appliqué aux ventes pondérées des derniers mois. Le coût des retours intègre les coûts de réparations et/ ou remplacement des produits ainsi que les coûts de main d'œuvre interne relatifs à ces retours sous garantie.

2.11 Subventions d'exploitation

Les subventions destinées à financer les frais de recherche et développement sont prises en compte en résultat courant au fur et à mesure de la réalisation des travaux et études qu'elles ont pour objectif de financer. Il ne s'agit pas de subventions reçues des clients de la société, mais en provenance d'organismes étatiques. Les frais de recherche et développement étant comptabilisés en charges d'exploitation, tel qu'indiqué au paragraphe 4.3, les subventions octroyées pour financer ces activités sont également comptabilisées en produits d'exploitation, en fonction de l'avancement des dépenses.

2.12 Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées au cours de change du mois de la transaction. Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties en fin d'exercice à leurs cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert (provision pour risque de change).

Conformément au règlement AN 2015-05, les écarts de conversion sont comptabilisés en exploitation ou en financier selon leur nature.

A la clôture lorsque, la société a contracté des ventes de devises à terme, la valorisation de ces contrats est ajustée en fonction des cours de change en vigueur à cette date. Les contrats à court terme sont pris en compte dans la position globale de change.

3 NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Acquisitions / Dotations | Sorties | Au 31 décembre 2022 |
|---|---------------------|--------------------------|----------|---------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 7 658 | 80 | 0 | 7 738 |
| Amortissement sur immobilisations incorporelles | -3 288 | -1 646 | 0 | -4 934 |
| TOTAL | 4 370 | -1 566 | 0 | 2 804 |

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et d'un contrat de licence (droit d'utilisation d'une technologie) ainsi que d'un fonds de commerce pour 20 KEUR (existant chez Teledyne e2v France SAS à la date de la fusion).

La société a acquis pour 80 KEUR de logiciels au cours de l'exercice (350 KEUR en 2021). La dotation aux amortissements s'élève à 1 646 KEUR (1 884 KEUR en 2021). Cela correspond en partie à l'amortissement sur 3 ans du contrat de licence acquis en 2021 pour 4 153 KEUR.

3.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Acquisitions | Sorties | Transfert | Au 31 décembre 2022 |
|--|---------------------|--------------|-------------|-----------|---------------------|
| Terrains | 184 | 0 | 0 | | 184 |
| Bâtiments | 4 835 | 0 | 0 | | 4 835 |
| Agencements des constructions | 7 287 | 20 | 0 | 1 421 | 8 728 |
| Inst. techniques, mat. et out. indust. | 47 911 | 2 382 | -100 | 1 097 | 51 289 |
| Matériel de transport | 16 | 0 | 0 | | 16 |
| Autres immos corporelles | 3 166 | 237 | -56 | 128 | 3 475 |
| Immobilisations en cours | 4 994 | 2 841 | 0 | -2 645 | 5 190 |
| Total | 68 894 | 5 480 | -156 | 0 | 73 718 |

Les acquisitions (hors transferts relatifs aux immobilisations en cours) de l'exercice se sont élevées à 5 480 KEUR (5 579 KEUR en 2021), et concernent des matériels industriels.

Le montant des immobilisations en-cours au 31 décembre 2022 s'élève à 5 190 KEUR (4 994 KEUR en 2021) et correspondent principalement à du matériel industriel et des aménagements de salles en cours d'installation et de réalisation.

Les cessions de l'exercice (hors transferts relatifs aux immobilisations en cours) se sont élevées à 156 KEUR contre 999 KEUR sur l'exercice précédent. Il s'agit principalement de matériel industriel et de matériel informatique mis au rebut.

Amortissements

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Dotations | Diminutions | Au 31 décembre 2022 |
|--|---------------------|---------------|-------------|---------------------|
| Bâtiments | -4 747 | -89 | 0 | -4 835 |
| Constructions et agencements | -5 514 | -433 | 0 | -5 948 |
| Inst. techniques, mat. et out. indust. | -40 495 | -3 765 | 80 | -44 181 |
| Matériel de transport | -16 | 0 | 0 | -16 |
| Autres immos corporelles | -2 776 | -253 | 56 | -2 972 |
| TOTAL | -53 549 | -4 540 | 136 | -57 953 |

La dotation aux amortissements s'élève à 4 540 KEUR pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (4 099 KEUR en 2021).

De plus, il a été constitué une reprise nette sur amortissements dérogatoires pour 397 KEUR pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (reprise nette de 507 KEUR au cours de l'exercice précédent).

3.3 Immobilisations financières

Au 31 décembre 2022, les immobilisations financières sont composées de dépôts et garantie auprès de fournisseurs tiers pour un montant de 20 526 EUR.

3.4 Stocks

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Au 31 Décembre 2022 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Matières premières | 10 029 | 15 967 |
| En cours de production | 14 200 | 18 358 |
| Produits finis | 5 408 | 9 870 |
| Marchandises | 11 | 54 |
| Valeurs brutes | 29 648 | 44 249 |
| Dépréciation des matières premières | -3 340 | -4 631 |
| Dépréciation des en cours | -5 421 | -5 010 |
| Dépréciation des produits finis | -1 384 | -2 130 |
| Dépréciation Marchandises | 0 | 0 |
| Dépréciations | -10 145 | -11 771 |
| Valeurs nettes | 19 503 | 32 478 |

3.5 Échéancier des créances

| (En K€) | Montant brut 31/12/2022 | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an |
|--|----------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Dépôts et cautionnements | 21 | 0 | 21 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 0 | 0 | 0 |
| Créances clients et comptes rattachés | 22 623 | 22 623 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 81 | 81 | 0 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 0 | 0 | 0 |
| Etat et autres collectivités publiques | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | 2 051 | 2 051 | 0 |
| - Taxe sur la valeur ajoutée | 1 594 | 1 594 | 0 |
| - Divers Etat | 199 | 199 | 0 |
| Groupe et associés (dont IS intégration fiscale) | 110 265 | 110 265 | 0 |
| Débiteurs divers | 462 | 462 | 0 |
| Total | 137 296 | 137 275 | 21 |

Cet état des échéances de créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours pour 295 801 €.

3.6 Créances clients

| (En K€) | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 20 073 | 22 623 |
| Clients douteux ou litigieux | 73 | 0 |
| Dépréciation créances clients | -73 | 0 |
| Total | 20 073 | 22 623 |

3.7 Disponibilités

| (En K€) | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Disponibilités en euros | 7 478 | 14 588 |
| Disponibilités en USD | 2 686 | 3 408 |
| Disponibilités en JPY | 82 | 309 |
| Disponibilités en GBP | 84 | 116 |
| Total | 10 330 | 18 423 |

La société ne détient pas de valeur mobilière de placement au 31/12/2022, comme au 31/12/2021.

3.8 Capital social

Le capital social s'élève à 8 579 KEUR. Il est composé de 745 989 actions, émises et entièrement libérées, d'une valeur nominale de € 11,50.

L'intégralité de ces actions sont détenues par la société Teledyne France SAS, elle-même détenue par le groupe américain Teledyne Technologies Inc.

Tableau de variation des capitaux propres et autres fonds propres

| (en K€) | Au 31 décembre 2021 | Affectation du résultat | Dividendes | Résultat | Provisions réglementées | Remboursement ou annulation de la dette / Augmentation de la dette | Au 31 décembre 2022 |
|---------------------------------|---------------------|-------------------------|------------|---------------|-------------------------|--|---------------------|
| Capital social | 8 579 | | | | | | 8 579 |
| Réserve légale | 937 | | | | | | 937 |
| Prime de fusion | 4 | | | | | | 4 |
| Report à nouveau | 64 774 | 27 401 | | | | | 92 174 |
| Résultat de l'exercice | 27 401 | -27 401 | | 34 770 | | | 34 770 |
| Provisions réglementées | 2 439 | | | | -397 | | 2 042 |
| TOTAL Capitaux Propres | 104 132 | 0 | 0 | 34 770 | -397 | 0 | 138 506 |
| Avances conditionnées de l'Etat | 920 | | | | | -260 | 660 |
| Total | 920 | 0 | 0 | 0 | 0 | -260 | 660 |

La contrepartie des provisions réglementées constatées au titre des amortissements dérogatoires est comptabilisée en résultat exceptionnel, aux postes « Dotations/ Reprises aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions ».

L'avance conditionnée correspond à une subvention remboursable en cas d'exploitation commerciale des résultats issus des travaux de recherche et développement qu'elle a contribué à financer.

Le montant initial de l'avance était de 1 050 KEUR. La société a commencé à la rembourser à compter du 3^{ème} trimestre 2021 à raison de 65 KEUR par trimestre, sur l'exercice 2022, le remboursement représente un montant de 260 KEUR.

3.9 Provisions

Ventilation des dotations / reprises des provisions

| (en K€) | Au 31 décembre 2021 | Dotations de l'exercice | Utilisation | Reprise sans objet | Au 31 décembre 2022 |
|---|---------------------|-------------------------|-------------|--------------------|---------------------|
| Provisions pour litiges | 390 | 0 | | -205 | 185 |
| Provisions pour perte de change | 225 | 276 | | -225 | 276 |
| Provision Rupture Conventionnelle | 158 | | | -158 | 0 |
| Garantie / litiges produits | 1 751 | 1 269 | | -1 751 | 1 269 |
| Provisions pour risques | 2 524 | 1 545 | 0 | -2 339 | 1 730 |
| Indemnités de départ à la retraite | 5 484 | 380 | | -1 683 | 4 181 |
| Gratification au titre des médailles du travail | 1 481 | 104 | | -351 | 1 234 |
| Autres provisions | 29 | | | -23 | 6 |
| Provisions pour charges | 6 995 | 484 | 0 | -2 057 | 5 422 |
| Total | 9 519 | 2 029 | 0 | -4 396 | 7 152 |

| (en K€) | Dotations 2022 | Reprises 2022 |
|-----------------|----------------|---------------|
| Exploitation | 13 523 | 14 390 |
| Financières | 276 | 225 |
| Exceptionnelles | 0 | 397 |
| Total | 13 800 | 15 012 |

Provision pour pertes à terminaison et provision pour garantie

Les méthodes d'évaluation de ces provisions sont indiquées respectivement en §2.9.2 et §2.10.

Indemnités de départ à la retraite et gratifications accordées au titre des médailles du travail

Un taux de rotation du personnel a été défini par catégorie socioprofessionnelle et par tranche d'âge de 5 ans.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

- Age de début de carrière : 21 ans pour les Non-cadres et 23 ans pour les Cadres
- Age de départ volontaire à la retraite : départ à taux plein et pas avant 62 ans
- Départs volontaires : 100% si départ avant 65 ans, 0% sinon
- Taux de charges sociales/ départs volontaires : 47%
- Taux d'actualisation IDR : 3.70 % (1.10 % en 2021)
- Taux d'actualisation MDT : 3.80 % (1 % en 2021)
- Table de survie : TGHF 2005

Les écarts actuariels se sont élevés à 1 219 KEUR (produit) pour la retraite (gain actuariel de 494 KEUR sur l'exercice précédent) et 326 KEUR (produit) pour la médaille du travail (gain actuariel de 103 KEUR en 2021)

3.10 Échéance des dettes

L'ensemble des dettes de la société est à échéance à moins d'un an ; sauf une dette concernant la location d'une licence Cadence pour un montant de 785 K€.

Echéancier des dettes

Cet état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur les commandes en cours de 17 045 €.

La dette financière correspond au contrat de louage de brevet comptabilisé en immobilisations incorporelles pour une durée de 3 ans.

| (en K€) | Montant brut au 31/12/2022 | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an | Échéances à plus de cinq ans |
|--|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Emprunts et dettes | 2 340 | 1 554 | 785 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 23 999 | 23 999 | 0 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 10 242 | 10 242 | 0 | 0 |
| Dettes sociales | 4 730 | 4 730 | 0 | 0 |
| Dettes fiscales | | | | |
| * TVA | 0 | 0 | 0 | 0 |
| * IS | 12 592 | 12 592 | 0 | 0 |
| * autres dettes fiscales | 1 132 | 1 132 | 0 | 0 |
| Groupes et Associés | 5 161 | 5 161 | 0 | 0 |
| Autres dettes | 154 | 154 | 0 | 0 |
| Total | 60 351 | 59 565 | 785 | 0 |

3.11 Comptes de régularisation

Au 31 décembre 2022, les charges constatées d'avance s'élèvent à 591 KEUR (827 KEUR au 31 décembre 2021).

Elles correspondent :

- à diverses prestations facturées par anticipation par des fournisseurs ;
- à diverses prestations facturées par anticipation par des fournisseurs (groupe) sur des projets à long terme (figurant postérieurement à la fusion dans les comptes de Teledyne e2v France SAS).

Au 31 décembre 2022, les produits constatés d'avance s'élèvent à 640 KEUR (1 647 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à l'ajustement du chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement des prestations de développement (voir notes §2.9.1 et §2.9.2).

3.12 Ecart de conversion

Au 31 décembre 2022, les écarts de conversion Actif s'élèvent à 276 KEUR (225 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à la conversion au taux de clôture des créances et dettes libellées en devise.

Au 31 décembre 2022, les écarts de conversion Passif s'élèvent à 603 KEUR (97 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à la conversion au taux de clôture des créances et dettes libellées en devise.

3.13 Entreprises liées

| (En K€ _ "-" = crédit) | Au 31 décembre 2021 | Au 31 décembre 2022 |
|--|------------------------|------------------------|
| Compte courant débiteur | 88 936 | 101 072 |
| Compte courant créditeur | -5 704 | -5 161 |
| Créance / Dette liée à l'intégration fiscale | 4 638 | 9 194 |
| Créances clients & comptes rattachés | 11 882 | 14 558 |
| Dettes fournisseurs & comptes rattachés | -4 203 | -2 599 |
| Produits constatés d'avance | -198 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 197 | 142 |

Les comptes courants sont présentés :

- en « Autres créances » pour leur montant débiteur
- en « Autres dettes » pour leur montant créditeur.

3.14 Produits et charges à payer

Etat des charges à payer

| Charges à payer (en K€) | Solde au 31/12/2022 |
|---|---------------------|
| Factures non parvenues | 6 316 |
| Frs - factures non parvenues - Interco | 545 |
| Frs- factures non parvenues | 6 861 |
| Personnel - Prov diverses | 1 100 |
| Prov congés payés et CET | 2 964 |
| Prov intéressement / participation | 4 787 |
| Personnel charges a payer | 8 851 |
| Prov charges soc. sur CP et CET | 1 479 |
| ORGANIC et forfait social | 1 856 |
| Organismes sociaux charges à payer | 3 335 |
| Etat -charges à payer | 184 |
| Etat, charges à payer | 184 |
| Autres | 16 |
| Total charges à payer | 19 248 |

Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Solde au 31/12/2022 En K€ |
|---|------------------------------|
| Clients – Factures à établir - Interco | 396 |
| Autres factures à établir | 1 437 |
| Organismes Sociaux -Produits a recevoir | -9 |
| Subventions d'exploit. à recevoir | |
| Autres produits à recevoir | 8 |
| Total produits à recevoir | 1 830 |

3.15 Intégration fiscale

Au 1^{er} janvier 2018, la société a signé une convention d'intégration fiscale avec la société Teledyne France qui la détient à 100 %.

4 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires net

| (En K€) | 31/12/21 | | | 31/12/22 | | |
|-------------------------|--------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
| | France | Export | Total | France | Export | total |
| Ventes de marchandises | 1 209 | 0 | 1 209 | 1 | 3 787 | 3 788 |
| Ventes de biens | 3 849 | 114 352 | 118 201 | 3 744 | 136 292 | 140 036 |
| Prestations de services | 3 904 | 8 557 | 12 461 | 2 865 | 9 735 | 12 600 |
| Total | 8 962 | 122 909 | 131 871 | 6 610 | 149 814 | 156 424 |

4.2 Produits et charges avec les entreprises liées

| Entreprises liées (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Chiffres d'affaires | 75 736 | 100 138 |
| * Ventes de biens | 76 499 | 95 205 |
| * Ventes de services | -764 | 4 933 |
| Charges d'exploitation | -13 097 | -17 954 |
| Charges financières | -28 | -93 |
| Produits financiers | 782 | 1 169 |
| (Charges) Produits nets | 63 422 | 83 259 |

4.3 Frais de recherche et de développement

Les coûts de développement comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élevèrent à 11 900 KEUR contre 11 204 KEUR sur 2021, ce qui représente 7.6 % du chiffre d'affaires total (8.5 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021).

4.4 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

| (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Résultat net de change | -418 | -917 |
| Bonif. de fusion | 0 | 0 |
| Intérêts sur prêt / groupe (produit) | 783 | 1 171 |
| Intérêts sur prêt / groupe (charge) | -28 | -107 |
| Intérêts financiers sur comptes bancaires | -40 | -7 |
| Intérêts sur dettes commerciales | -3 | -1 |
| Dot aux prov. risque de change | 583 | -51 |
| (Charges) Produits nets | 876 | 88 |

4.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond à un profit de 402 KEUR au 31 décembre 2022 et se décompose comme suit :

| (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Produits exceptionnels / exercices antérieurs | 23 | 0 |
| Pénalités | -5 | 0 |
| Provision pénalités | 0 | 0 |
| Remboursement assurance | 0 | 0 |
| Reprises nettes aux amortissements dérogatoires | 507 | 397 |
| Produits de cession d'éléments d'actifs | 0 | 25 |
| Valeur nettes comptables des éléments d'actifs cédés | -5 | -20 |
| (Charge) produits nets | 520 | 402 |

4.6 Ventilation de l'impôt

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2022 est de 25 % sur le bénéfice (hors contribution sociale sur les bénéfices).

La ventilation de l'impôt sur le bénéfice entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

| (en K€) | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net |
|--------------------------------------|-------------------------|----------------|---------------|
| Courant | 48 082 | -12 516 | 35 566 |
| Exceptionnel | 402 | -107 | 295 |
| Participation | -3 165 | | -3 165 |
| Réduction Mécénat (déductible à 60%) | | 23 | 23 |
| Retenue à la source | | 7 | 7 |
| Crédit Impôt CIR | | 2 044 | 2 044 |
| Total | 45 319 | -10 549 | 34 770 |

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Identité de la société consolidante

Au 31 décembre 2022, les comptes individuels de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du groupe Teledyne Technologies Inc.

5.2 Engagements financiers et hors bilan

Caution et garanties bancaires ouvertes au 31/12/2022 :

JP Morgan 674 400 €

5.3 Effectif moyen de l'exercice

| | 31/12/2021 (12 mois) | 31/12/2022 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Personne salarié (hors apprentis et contrats de professionnalisation) | 383 | 394 |
| <i>Ingénieurs et Cadres</i> | 231 | 232 |
| <i>Techniciens</i> | 59 | 65 |
| <i>Administratifs</i> | 14 | 14 |
| <i>Opérateurs</i> | 79 | 83 |
| Personnel mis à disposition | 32 | 26 |
| Total | 415 | 420 |

5.4 Informations relatives aux Droits Individuels de Formation (DIF)

Le CPF se substitue au DIF (ou Droit individuel à la formation) depuis le 1er janvier 2015.

Le CPF, ou Compte personnel de formation, est un dispositif de financement public permettant à toute personne de plus de 16 ans, dans la vie active (en emploi ou non), de cumuler des droits à la formation professionnelle et de les mobiliser à son initiative jusqu'à son départ en retraite.

Il est consultable et administrable sur une plateforme gouvernementale nommée Mon Compte Formation.

Jusqu'à 2018, le Compte personnel de formation des employés du privé était alimenté en heures à hauteur de 24 heures par an dans la limite de 120 heures, puis de 12 heures par an dans la limite de 150 heures. Il est désormais crédité en euros depuis 2019.

Depuis janvier 2020, le montant versé est de 500€ par année travaillée pour toute personne salariée ayant exercé au moins la moitié de la durée légale sur l'année (soit 1607 heures), le tout plafonné à 5000€ sur 10 ans.

Pour les salariés non qualifiés ne possédant pas un diplôme de niveau 3 (CAP, BEP, titre professionnel ou certification reconnue de niveau 3), le montant annuel s'élève à 800€, dans la limite de 8000€.

Pour les personnes ayant effectué moins d'heures que le seuil minimum requis, le calcul du montant des droits se fait au prorata. Ce sera par exemple le cas d'une

personne n'ayant pas travaillé de janvier à juin et démarrant une activité à temps partiel de juillet à décembre.

Les salariés en CDD, contrats courts et intérimaires bénéficient des mêmes droits au Compte personnel de formation que les salariés en CDI. Le compte est ainsi alimenté proportionnellement au temps de travail effectué durant l'année

5.5 Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec des filiales du groupe Teledyne Technologies Inc. et sont conclues à des conditions normales de marché.

5.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 110 000 €.



Teledyne e2v Semiconductors SAS
Avenue de Rochepleine, BP 123
38521 Saint-Egrève, Cedex, France
Phone: +33 (0)4 76 58 30 00

www.teledyne-e2v.com
Société par actions simplifiée
Au capital de 8 578 873,50 euros
RCS Grenoble 341 470 656
Ci-après dénommée la « Société »

**DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
PRISES EN LA FORME D'UN ACTE SOUS-SEING PRIVE
EN DATE DU 30 JUIN 2023**

La société **Teledyne France SAS**, société par actions simplifiée au capital de 10.300 euros, dont le siège social est situé Avenue Hector Pintus, Lotissement Les Nertrieres Lot 5, 06610 La Gaude, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Grasse sous le numéro 411 511 926,

Agissant en qualité d'associé unique détenant l'intégralité des actions composant le capital social de la Société (l'« Associé Unique »), représentée par Monsieur Edwin Roks, Président de Teledyne France SAS,

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Edwin Roks, Président de la Société.

A décidé de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022,
- Affectation du résultat,
- Renouvellement du Mandat de Monsieur Edwin Roks
- Délégation de pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022 et du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés, les dits comptes se soldant par un bénéfice de 34 770 412,23 € (trente-quatre millions sept cent soixante-dix mille quatre cent douze euros et vingt-trois centimes).

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022, s'élevant à 34 770 412,23 € (trente-quatre millions sept cent soixante-dix mille quatre cent douze euros et vingt-trois centimes) au compte de report à nouveau, lequel antérieurement créditeur de 92 174 295,39 € (quatre-vingt-douze millions cent soixante-quatorze mille deux cent quatre-vingt-quinze euros et trente-neuf centimes) se trouve porté à un solde créditeur de 126 944 707,62 € (cent vingt-six millions neuf cent quarante-quatre mille sept cent sept euros et soixante-deux centimes).

La société a décidé de ne verser aucun dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Teledyne Confidential; Commercially Sensitive Business Data

Société par actions simplifiée au capital de 8 578 873,50 Euros Avenue de Rochepleine, 38120 Saint-Egrève, France R.C.S. Grenoble B 341 470 656
N° identification TVA FR 24 341 470 656

L'Associé Unique précise qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois exercices précédents :

2021 : La société n'a pas versé de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2020 : La société n'a pas versé de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2019 : La société n'a pas versé de dividendes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique approuve le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés, suivant l'article 39-4 du CGI, s'élevant à 16 614 € (seize mille six cent quatorze euros) ainsi que l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique constate qu'aucune convention règlementée visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce n'a été conclue au cours de l'exercice 2022.

SIXIEME DECISION

Le mandat de Monsieur Edwin Roks de Président de la Société arrivant à échéance, l'Associé Unique décide de renouveler son mandat pour une durée de deux années jusqu'à la décision de l'Associé Unique d'approbation du deuxième exercice fiscal suivant la présente nomination.

Monsieur Edwin Roks avait fait savoir qu'il acceptait la reconduction dans la fonction qui lui était confiée et qu'il satisfaisait à toutes les conditions légales et réglementaires pour l'exercice desdites fonctions.

SEPTIEME DECISION

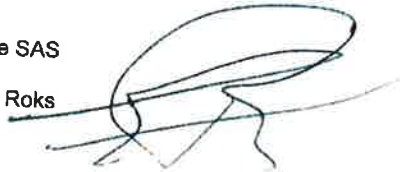
L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités qui seront nécessaires.

XXX

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture a été signé par l'Associé Unique.

Teledyne France SAS

Monsieur Edwin Roks



Teledyne Confidential: Commercially Sensitive Business Data

Certifié conforme par le dirigeant, le 30 Juin 2023.

x

TELEDYNE E2V SEMICONDUCTORS SAS

ETATS FINANCIERS
Exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2022



| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 7 717 949 | 4 934 087 | 2 783 862 | 4 350 209 |
| Fonds commercial | 20 000 | | 20 000 | 20 000 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 183 531 | | 183 531 | 183 531 |
| Constructions | 13 583 529 | 10 783 090 | 2 780 440 | 1 861 456 |
| Installations techniques, matériel, outillage | 51 289 362 | 44 180 824 | 7 108 558 | 7 415 142 |
| Autres immobilisations corporelles | 3 490 972 | 2 888 717 | 502 255 | 390 588 |
| Immobilisations en cours | 5 190 314 | | 5 190 314 | 4 994 267 |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 20 526 | | 20 526 | 30 526 |
| ACTIF IMMOBILISE | 81 476 203 | 62 886 717 | 18 589 486 | 19 245 720 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 15 967 391 | 4 631 091 | 11 336 300 | 6 688 627 |
| En-cours de production de biens | 18 358 230 | 5 009 970 | 13 348 260 | 8 778 534 |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | 9 869 798 | 2 129 522 | 7 740 276 | 4 024 513 |
| Marchandises | 53 520 | | 53 520 | 11 467 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 295 801 | | 295 801 | 1 032 584 |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 22 622 547 | | 22 622 547 | 20 072 599 |
| Autres créances | 114 852 453 | | 114 852 453 | 97 541 309 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | 18 422 550 | | 18 422 550 | 10 329 863 |
| Disponibilités | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | 591 085 | | 591 085 | 826 678 |
| ACTIF CIRCULANT | 200 833 374 | 11 770 583 | 189 062 791 | 149 306 375 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaier | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 276 042 | | 276 042 | 225 132 |
| TOTAL GENERAL | 282 585 619 | 74 657 300 | 207 928 319 | 168 777 227 |

| Rubriques | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 8 578 873) | 8 578 873 | 8 578 873 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 3 700 | 3 700 |
| Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | 936 784 | 936 784 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes) | | |
| Report à nouveau | 92 174 295 | 64 773 777 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 34 770 412 | 27 400 518 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 2 041 853 | 2 438 741 |
| CAPITAUX PROPRES | 138 505 918 | 104 132 393 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | 660 000 | 920 000 |
| AUTRES FONDS PROPRES | 660 000 | 920 000 |
| Provisions pour risques | 1 730 003 | 2 524 373 |
| Provisions pour charges | 5 421 398 | 6 994 592 |
| PROVISIONS | 7 151 401 | 9 518 965 |
| DETTES FINANCIERES | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | 2 339 544 | 3 985 659 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 17 045 | 9 218 |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 23 999 111 | 18 558 326 |
| Dettes fiscales et sociales | 28 696 505 | 23 825 437 |
| DETTES DIVERSES | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 5 315 459 | 6 084 803 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | |
| Produits constatés d'avance | 640 156 | 1 647 163 |
| DETTES | 61 007 820 | 54 108 607 |
| Ecart de conversion passif | 603 180 | 97 261 |
| TOTAL GENERAL | 207 928 319 | 168 777 227 |

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | 538 | 3 786 998 | 3 787 536 | 1 208 880 |
| Production vendue de biens | 3 743 974 | 138 291 758 | 140 035 733 | 118 200 996 |
| Production vendue de services | 2 865 386 | 8 734 876 | 12 600 264 | 12 460 781 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 6 609 900 | 149 813 632 | 156 423 532 | 131 870 657 |
| Production stockées | | | 835 089 | -1 123 640 |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 885 450 | 1 252 092 |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 14 729 330 | 11 718 449 |
| Autres produits | | | 32 103 788 | 2 404 249 |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 204 977 170 | 146 121 607 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | 3 975 412 | 1 312 676 |
| Variation de stock (marchandises) | | | -33 468 | -150 421 |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | 37 712 190 | 22 136 869 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | -13 536 880 | -401 468 |
| Autres achats et charges externes | | | 41 830 376 | 33 515 628 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 2 389 278 | 2 298 240 |
| Salaires et traitements | | | 22 172 478 | 20 326 033 |
| Charges sociales | | | 11 215 102 | 11 340 073 |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 6 188 145 | 5 983 127 |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | 11 373 141 | 9 547 928 |
| Dotations aux provisions | | | 2 345 946 | 2 403 263 |
| Autres charges | | | 31 355 577 | 2 181 940 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 156 983 296 | 110 491 888 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | 47 993 873 | 35 629 719 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 1 170 626 | 782 500 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 325 132 | 607 975 |
| Différences positives de change | | | 2 396 450 | 1 468 685 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 3 792 208 | 3 058 360 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | 276 042 | 225 132 |
| Intérêts et charges assimilés | | | 114 258 | 71 470 |
| Différences négatives de change | | | 3 313 892 | 1 688 496 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 3 704 193 | 2 183 098 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 88 016 | 876 263 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 48 081 889 | 36 505 982 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | | | 22 531 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | 25 287 | 362 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | 396 887 | 506 902 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | 422 184 | 529 795 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | | 4 944 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | 20 238 | 4 850 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | 20 238 | 9 794 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | 401 947 | 520 001 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | 3 184 845 | 2 445 170 |
| Impôts sur les bénéfices | | | 10 548 578 | 7 180 295 |
| TOTAL DES PRODUITS | | | 209 191 562 | 149 710 762 |
| TOTAL DES CHARGES | | | 174 421 150 | 122 310 244 |
| BENEFICE OU PERTE | | | 34 770 412 | 27 400 518 |

1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de la société

Au sein du groupe Teledyne e2v, la société Teledyne e2v Semiconductors SAS poursuit son activité de conception et d'industrialisation de produits électroniques semi-conducteurs.

Les comptes sociaux ont été établis pour un exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2022. Ils sont comparés à l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021.

Les comptes ont été arrêtés par le Président le 30 juin 2023.

Ils sont présentés en euros sauf indication contraire.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

Au sein du groupe Teledyne e2v, la société e2v Semiconductors SAS poursuit son activité de conception et d'industrialisation des produits électroniques semi-conducteurs.

La société Teledyne e2v Semiconductors SAS développe, fabrique et vend ses produits directement à ses clients finaux au sein de l'Union Européenne.

Face à la pénurie de matières premières en 2022, la société a été amenée à prendre des actions d'approvisionnement complémentaire.

Suite à la guerre en Ukraine, la société a pu établir le fait qu'elle n'était pas impactée par celle-ci du fait de l'absence d'opérations avec la Russie et les autres pays concernés.

L'activité de la Société a été en progression de 18.6% par rapport à l'an passé : le chiffre d'affaires de l'exercice 2022 s'élève à 156.4 MEUR contre 131.9 MEUR à la clôture de l'exercice précédent.

L'augmentation est essentiellement due à la division Imagerie avec une hausse de son chiffre d'affaires de +9% par rapport à 2021.

La division Semi-conducteurs est restée stable en chiffre d'affaires.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le début de la crise liée à l'épidémie Covid-19, Teledyne e2v Semiconductors confirme sa priorité à préserver la santé et la sécurité de ses employés, à minimiser l'impact de cette crise sur les activités et à maintenir sa capacité à livrer ses clients et à tenir ses engagements. Les mesures mises en place en 2021 (télétravail, aménagement des horaires de travail, sécurisation des postes de travail) ont perduré en 2022.

2 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2022 sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07 relatif au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.2 Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend pour l'essentiel :

- Les logiciels comptabilisés à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production (y compris les frais d'acquisition),
- Les fonds commerciaux acquis,
- Les frais de développement qui sont immobilisés s'ils satisfont aux conditions précises d'activation.

Les dépenses liées aux activités de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles comportent un contrat de louage de brevet (droit

d'utilisation d'un brevet payé au moyen de redevances).

Les fonds commerciaux et les immobilisations en cours ne sont pas amortis. La durée d'utilisation généralement retenue pour le calcul de l'amortissement, selon le mode linéaire, est :

- Pour les logiciels : 3 ans
- Pour les contrats de louage de brevet : la durée du contrat (3 ans).

2.3 Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions comprennent pour l'essentiel des usines et des bureaux.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors frais financiers ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires, ...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est généralement retenu sur les durées suivantes :

| | | |
|--|--------|----------------------|
| - Constructions | 20 ans | linéaire |
| - Ouvrages d'infrastructure et installations fixes | 10 ans | linéaire |
| - Machines-outils et matériels industriels | 5 ans | linéaire & dégressif |
| - Outillages industriels | 5 ans | linéaire |
| - Cartes | 3 ans | linéaire |
| - Masques | 5 ans | linéaire |
| - Mobilier / Equipement de bureau | 10 ans | linéaire |
| - Véhicules de société | 4 ans | linéaire |
| - Matériel Informatique | 4 ans | linéaire |

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, cette dernière représentant la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie.

Amortissement dérogatoire

En complément, un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables.

2.4 Stocks

Les stocks d'approvisionnement et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les produits fabriqués et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production qui englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs de main-d'œuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production engagés pour amener les biens dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent (sur la base d'une capacité d'exploitation normale).

Lorsque la valeur actuelle à la clôture (valeur vénale pour les produits finis et marchandises et valeur d'usage pour les travaux en cours et matières premières) est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée pour le montant de la différence. L'évaluation des stocks à la clôture tient compte des prix et des perspectives de vente.

2.5 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Le risque d'impayés est apprécié individuellement pour chaque client.

2.6 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

2.7 Provisions réglementées

Les provisions réglementées, composées exclusivement d'amortissements dérogatoires, sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur.

2.8 Engagements de retraite et assimilés

L'entreprise a adopté la méthode 2 de la recommandation ANC n° 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite supporté par l'entreprise est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés. L'incidence des variations des hypothèses et le coût des services passés non encore acquis sont constatés immédiatement en compte de résultat.

Autres avantages à long terme

Il s'agit principalement de l'avantage lié au régime des médailles du travail. Ce régime est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles. L'entreprise enregistre en résultat le coût actuariel estimé sur la durée de vie active des salariés concernés. L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

2.9 Chiffre d'affaires

2.9.1 Ventes de produits

Les ventes de produits sont comptabilisées conformément aux incoterms, il s'agit de la date d'expédition dans la majorité des cas. Le chiffre d'affaires est déterminé sur la base du prix de vente au client final minoré d'un pourcentage de commission des entités de distribution du groupe sauf dans le cas où le client se situe en Europe (dans ce cas, la vente est effectivement directement avec le client final).

2.9.2 Prestations de services

Les prestations de services, qui consistent principalement en des prestations de développement pour des clients, en cours à la clôture de l'exercice sont comptabilisées selon la méthode « à l'avancement » qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires et le résultat à l'avancement. Le chiffre d'affaires et le résultat sont constatés en appliquant au chiffre d'affaires et au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement. Le pourcentage d'avancement est déterminé sur la base du rapport entre le coût des travaux et services exécutés et acceptés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

Les facturations, effectuées conformément aux termes définis dans les contrats de prestation de services, sont comptabilisées en produits constatés d'avance dès lors que les prestations de services ne sont pas achevées et acceptées.

Une provision pour pertes à terminaison est enregistrée en provisions pour risques, le cas échéant, lorsque le prix de revient d'un projet est supérieur au chiffre d'affaires prévisionnel. Cette provision n'est pas ajustée des éventuels profits futurs qui pourraient être constatés lors de la phase d'industrialisation.

Les prestations de services sont facturées aux entités distributrices du Groupe Teledyne sur la base du prix de vente au client final minoré d'un pourcentage fixe de commission. Le chiffre d'affaires prévisionnel de la société Teledyne e2v Semiconductors SAS est donc déterminé sur la base du prix de vente au client final minoré de ce coefficient sauf dans le cas où le client se situe en Europe du sud (dans ce cas, la vente est effectivement directement avec le client final).

2.10 Garantie

Une provision pour garantie est comptabilisée à la clôture afin de faire face à la charge prévisible résultant de la vente de produits faisant l'objet d'une garantie octroyée par la société.

Les coûts prévus relatifs aux produits vendus sont déterminés sur la base d'un taux de retour, calculé par ligne de produits. Ce taux de retours (sous garantie) est calculé sur la période de garantie. Il est ensuite appliqué aux ventes pondérées des derniers mois. Le coût des retours intègre les coûts de réparations et/ ou remplacement des produits ainsi que les coûts de main d'œuvre interne relatifs à ces retours sous garantie.

2.11 Subventions d'exploitation

Les subventions destinées à financer les frais de recherche et développement sont prises en compte en résultat courant au fur et à mesure de la réalisation des travaux et études qu'elles ont pour objectif de financer. Il ne s'agit pas de subventions reçues des clients de la société, mais en provenance d'organismes étatiques. Les frais de recherche et développement étant comptabilisés en charges d'exploitation, tel qu'indiqué au paragraphe 4.3, les subventions octroyées pour financer ces activités sont également comptabilisées en produits d'exploitation, en fonction de l'avancement des dépenses.

2.12 Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées au cours de change du mois de la transaction. Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties en fin d'exercice à leurs cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert (provision pour risque de change).

Conformément au règlement AN 2015-05, les écarts de conversion sont comptabilisés en exploitation ou en financier selon leur nature.

A la clôture lorsque, la société a contracté des ventes de devises à terme, la valorisation de ces contrats est ajustée en fonction des cours de change en vigueur à cette date. Les contrats à court terme sont pris en compte dans la position globale de change.

3 NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Acquisitions / Dotations | Sorties | Au 31 décembre 2022 |
|---|---------------------|--------------------------|----------|---------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 7 658 | 80 | 0 | 7 738 |
| Amortissement sur immobilisations incorporelles | -3 288 | -1 646 | 0 | -4 934 |
| TOTAL | 4 370 | -1 566 | 0 | 2 804 |

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels et d'un contrat de licence (droit d'utilisation d'une technologie) ainsi que d'un fonds de commerce pour 20 KEUR (existant chez Teledyne e2v France SAS à la date de la fusion).

La société a acquis pour 80 KEUR de logiciels au cours de l'exercice (350 KEUR en 2021). La dotation aux amortissements s'élève à 1 646 KEUR (1 884 KEUR en 2021). Cela correspond en partie à l'amortissement sur 3 ans du contrat de licence acquis en 2021 pour 4 153 KEUR.

3.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Acquisitions | Sorties | Transfert | Au 31 décembre 2022 |
|--|---------------------|--------------|-------------|-----------|---------------------|
| Terrains | 184 | 0 | 0 | | 184 |
| Bâtiments | 4 835 | 0 | 0 | | 4 835 |
| Agencements des constructions | 7 287 | 20 | 0 | 1 421 | 8 728 |
| Inst. techniques, mat et outill. indust. | 47 911 | 2 382 | -100 | 1 097 | 51 289 |
| Matériel de transport | 16 | 0 | 0 | | 16 |
| Autres immos corporelles | 3 166 | 237 | -56 | 128 | 3 475 |
| Immobilisations en cours | 4 994 | 2 841 | 0 | -2 645 | 5 190 |
| Total | 68 394 | 5 480 | -156 | 0 | 73 718 |

Les acquisitions (hors transferts relatifs aux immobilisations en cours) de l'exercice se sont élevées à 5 480 KEUR (5 579 KEUR en 2021), et concernent des matériels industriels.

Le montant des immobilisations en-cours au 31 décembre 2022 s'élève à 5 190 KEUR (4 994 KEUR en 2021) et correspondent principalement à du matériel industriel et des aménagements de salles en cours d'installation et de réalisation.

Les cessions de l'exercice (hors transferts relatifs aux immobilisations en cours) se sont élevées à 156 KEUR contre 999 KEUR sur l'exercice précédent. Il s'agit principalement de matériel industriel et de matériel informatique mis au rebut.

Amortissements

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Dotations | Diminutions | Au 31 décembre 2022 |
|---|---------------------|---------------|-------------|---------------------|
| Bâtiments | -4 747 | -89 | 0 | -4 835 |
| Constructions et agencements | -5 514 | -433 | 0 | -5 948 |
| Inst. techniques, mat. et outill. indust. | -40 495 | -3 765 | 80 | -44 181 |
| Matériel de transport | -16 | 0 | 0 | -16 |
| Autres immos corporelles | -2 776 | -253 | 56 | -2 972 |
| TOTAL | -53 549 | -4 540 | 136 | -57 953 |

La dotation aux amortissements s'élève à 4 540 KEUR pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (4 099 KEUR en 2021).

De plus, il a été constitué une reprise nette sur amortissements dérogatoires pour 397 KEUR pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (reprise nette de 507 KEUR au cours de l'exercice précédent).

3.3 Immobilisations financières

Au 31 décembre 2022, les immobilisations financières sont composées de dépôts et garantie auprès de fournisseurs tiers pour un montant de 20 526 EUR.

3.4 Stocks

| (En K€) | Au 31 décembre 2021 | Au 31 Décembre 2022 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Matières premières | 10 029 | 15 967 |
| En cours de production | 14 200 | 18 358 |
| Produits finis | 5 408 | 9 870 |
| Marchandises | 11 | 54 |
| Valeurs brutes | 29 648 | 44 249 |
| Dépréciation des matières premières | -3 340 | -4 631 |
| Dépréciation des en cours | -5 421 | -5 010 |
| Dépréciation des produits finis | -1 384 | -2 130 |
| Dépréciation Marchandises | 0 | 0 |
| Dépréciations | -10 145 | -11 771 |
| Valeurs nettes | 19 503 | 32 478 |

3.5 Échéancier des créances

| (En K€) | Montant brut 31/12/2022 | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an |
|--|----------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Dépôts et cautionnements | 21 | 0 | 21 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 0 | 0 | 0 |
| Créances clients et comptes rattachés | 22 623 | 22 623 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 81 | 81 | 0 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 0 | 0 | 0 |
| Etat et autres collectivités publiques | | | |
| - Impôts sur les bénéfices | 2 051 | 2 051 | 0 |
| - Taxe sur la valeur ajoutée | 1 594 | 1 594 | 0 |
| - Divers Etat | 199 | 199 | 0 |
| Groupe et associés (dont IS intégration fiscale) | 110 265 | 110 265 | 0 |
| Débiteurs divers | 462 | 462 | 0 |
| Total | 137 296 | 137 275 | 21 |

Cet état des échéances de créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours pour 295 801 €.

3.6 Créances clients

| (En K€) | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 20 073 | 22 623 |
| Clients douteux ou litigieux | 73 | 0 |
| Dépréciation créances clients | -73 | 0 |
| Total | 20 073 | 22 623 |

3.7 Disponibilités

| (En K€) | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Disponibilités en euros | 7 478 | 14 588 |
| Disponibilités en USD | 2 686 | 3 408 |
| Disponibilités en JPY | 82 | 309 |
| Disponibilités en GBP | 84 | 116 |
| Total | 10 330 | 18 423 |

La société ne détient pas de valeur mobilière de placement au 31/12/2022, comme au 31/12/2021.

3.8 Capital social

Le capital social s'élève à 8 579 KEUR. Il est composé de 745 989 actions, émises et entièrement libérées, d'une valeur nominale de € 11,50.

L'intégralité de ces actions sont détenues par la société Teledyne France SAS, elle-même détenue par le groupe américain Teledyne Technologies Inc.

Tableau de variation des capitaux propres et autres fonds propres

| (en K€) | Au 31 décembre 2021 | Affectation du résultat | Dividendes | Résultat | Provisions réglementées | Remboursement ou annulation de la dette / Augmentation de la dette | Au 31 décembre 2022 |
|---------------------------------|---------------------|-------------------------|------------|---------------|-------------------------|--|---------------------|
| Capital social | 8 579 | | | | | | 8 579 |
| Réserve légale | 937 | | | | | | 937 |
| Prime de fusion | 4 | | | | | | 4 |
| Report à nouveau | 64 774 | 27 401 | | | | | 92 174 |
| Résultat de l'exercice | 27 401 | -27 401 | | 34 770 | | | 34 770 |
| Provisions réglementées | 2 439 | | | | -397 | | 2 042 |
| TOTAL Capitaux Propres | 104 132 | 0 | 0 | 34 770 | -397 | 0 | 138 506 |
| Avances conditionnées de l'Etat | 920 | | | | | -260 | 660 |
| Total | 920 | 0 | 0 | 0 | 0 | -260 | 660 |

La contrepartie des provisions réglementées constatées au titre des amortissements dérogatoires est comptabilisée en résultat exceptionnel, aux postes « Dotations/ Reprises aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions ».

L'avance conditionnée correspond à une subvention remboursable en cas d'exploitation commerciale des résultats issus des travaux de recherche et développement qu'elle a contribué à financer.

Le montant initial de l'avance était de 1 050 KEUR. La société a commencé à la rembourser à compter du 3^{ème} trimestre 2021 à raison de 65 KEUR par trimestre, sur l'exercice 2022, le remboursement représente un montant de 260 KEUR.

3.9 Provisions

Ventilation des dotations / reprises des provisions

| (en K€) | Au 31 décembre 2021 | Dotations de l'exercice | Utilisation | Reprise sans objet | Au 31 décembre 2022 |
|---|---------------------|-------------------------|-------------|--------------------|---------------------|
| Provisions pour litiges | 390 | 0 | | -205 | 185 |
| Provisions pour perte de change | 225 | 276 | | -225 | 276 |
| Provision Rupture Conventionnelle | 158 | | | -158 | 0 |
| Garantie / litiges produits | 1 751 | 1 269 | | -1 751 | 1 269 |
| Provisions pour risques | 2 524 | 1 545 | 0 | -2 339 | 1 730 |
| Indemnités de départ à la retraite | 5 484 | 380 | | -1 683 | 4 181 |
| Gratification au titre des médailles du travail | 1 481 | 104 | | -351 | 1 234 |
| Autres provisions | 29 | | | -23 | 6 |
| Provisions pour charges | 6 995 | 484 | 0 | -2 057 | 5 422 |
| Total | 9 519 | 2 029 | 0 | -4 396 | 7 152 |

| (en K€) | Dotations 2022 | Reprises 2022 |
|-----------------|----------------|---------------|
| Exploitation | 13 523 | 14 390 |
| Financières | 276 | 225 |
| Exceptionnelles | 0 | 397 |
| Total | 13 800 | 15 012 |

Provision pour pertes à terminaison et provision pour garantie

Les méthodes d'évaluation de ces provisions sont indiquées respectivement en §2.9.2 et §2.10.

Indemnités de départ à la retraite et gratifications accordées au titre des médailles du travail

Un taux de rotation du personnel a été défini par catégorie socioprofessionnelle et par tranche d'âge de 5 ans.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul au 31 décembre 2022 sont les suivantes :

- Age de début de carrière : 21 ans pour les Non-cadres et 23 ans pour les Cadres
- Age de départ volontaire à la retraite : départ à taux plein et pas avant 62 ans
- Départs volontaires : 100% si départ avant 65 ans, 0% sinon
- Taux de charges sociales/ départs volontaires : 47%
- Taux d'actualisation IDR : 3.70 % (1.10 % en 2021)
- Taux d'actualisation MDT : 3.80 % (1 % en 2021)
- Table de survie : TGHF 2005

Les écarts actuariels se sont élevés à 1 219 KEUR (produit) pour la retraite (gain actuariel de 494 KEUR sur l'exercice précédent) et 326 KEUR (produit) pour la médaille du travail (gain actuariel de 103 KEUR en 2021)

3.10 Echéance des dettes

L'ensemble des dettes de la société est à échéance à moins d'un an ; sauf une dette concernant la location d'une licence Cadence pour un montant de 785 K€..

Echéancier des dettes

Cet état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur les commandes en cours de 17 045 €.

La dette financière correspond au contrat de louage de brevet comptabilisé en immobilisations incorporelles pour une durée de 3 ans.

| (en K€) | Montant brut au 31/12/2022 | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an | Échéances à plus de cinq ans |
|--|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Emprunts et dettes | 2 340 | 1 554 | 785 | 0 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 23 999 | 23 999 | 0 | 0 |
| Personnel et comptes rattachés | 10 242 | 10 242 | 0 | 0 |
| Dettes sociales | 4 730 | 4 730 | 0 | 0 |
| Dettes fiscales | | | | |
| * TVA | 0 | 0 | 0 | 0 |
| * IS | 12 592 | 12 592 | 0 | 0 |
| * autres dettes fiscales | 1 132 | 1 132 | 0 | 0 |
| Groupes et Associés | 5 161 | 5 161 | 0 | 0 |
| Autres dettes | 154 | 154 | 0 | 0 |
| Total | 60 351 | 59 565 | 785 | 0 |

3.11 Comptes de régularisation

Au 31 décembre 2022, les charges constatées d'avance s'élèvent à 591 KEUR (827 KEUR au 31 décembre 2021).

Elles correspondent :

- à diverses prestations facturées par anticipation par des fournisseurs ;
- à diverses prestations facturées par anticipation par des fournisseurs (groupe) sur des projets à long terme (figurant postérieurement à la fusion dans les comptes de Teledyne e2v France SAS).

Au 31 décembre 2022, les produits constatés d'avance s'élèvent à 640 KEUR (1 647 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à l'ajustement du chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement des prestations de développement (voir notes §2.9.1 et §2.9.2).

3.12 Ecart de conversion

Au 31 décembre 2022, les écarts de conversion Actif s'élèvent à 276 KEUR (225 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à la conversion au taux de clôture des créances et dettes libellées en devise.

Au 31 décembre 2022, les écarts de conversion Passif s'élèvent à 603 KEUR (97 KEUR au 31 décembre 2021) et correspondent à la conversion au taux de clôture des créances et dettes libellées en devise.

3.13 Entreprises liées

| (En K€ _ "-" = crédit) | Au 31 décembre 2021 | Au 31 décembre 2022 |
|--|------------------------|------------------------|
| Compte courant débiteur | 88 936 | 101 072 |
| Compte courant créditeur | -5 704 | -5 161 |
| Créance / Dette liée à l'intégration fiscale | 4 638 | 9 194 |
| Créances clients & comptes rattachés | 11 882 | 14 558 |
| Dettes fournisseurs & comptes rattachés | -4 203 | -2 599 |
| Produits constatés d'avance | -198 | 0 |
| Charges constatées d'avance | 197 | 142 |

Les comptes courants sont présentés :

- en « Autres créances » pour leur montant débiteur
- en « Autres dettes » pour leur montant créditeur.

3.14 Produits et charges à payer**Etat des charges à payer**

| Charges à payer (en K€) | Solde au 31/12/2022 |
|---|---------------------|
| Factures non parvenues | 6 316 |
| Frs - factures non parvenues - Interco | 545 |
| Frs- factures non parvenues | 6 861 |
| Personnel - Prov diverses | 1 100 |
| Prov congés payés et CET | 2 964 |
| Prov intéressement / participation | 4 787 |
| Personnel charges a payer | 8 851 |
| Prov charges soc. sur CP et CET | 1 479 |
| ORGANIC et forfait social | 1 856 |
| Organismes sociaux charges à payer | 3 335 |
| Etat -charges à payer | 184 |
| Etat, charges à payer | 184 |
| Autres | 16 |
| Total charges à payer | 19 248 |

Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Solde au 31/12/2022 En K€ |
|---|------------------------------|
| Clients – Factures à établir - Interco | 396 |
| Autres factures à établir | 1 437 |
| Organismes Sociaux -Produits a recevoir | -9 |
| Subventions d'exploit. à recevoir | |
| Autres produits à recevoir | 8 |
| Total produits à recevoir | 1 830 |

3.15 Intégration fiscale

Au 1^{er} janvier 2018, la société a signé une convention d'intégration fiscale avec la société Teledyne France qui la détient à 100 %.

4 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires net

| (En K€) | 31/12/21 | | | 31/12/22 | | |
|-------------------------|--------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|
| | France | Export | Total | France | Export | Total |
| Ventes de marchandises | 1 209 | 0 | 1 209 | 1 | 3 787 | 3 788 |
| Ventes de biens | 3 849 | 114 352 | 118 201 | 3 744 | 136 292 | 140 036 |
| Prestations de services | 3 904 | 8 557 | 12 461 | 2 865 | 9 735 | 12 600 |
| Total | 8 962 | 122 909 | 131 871 | 6 610 | 149 814 | 156 424 |

4.2 Produits et charges avec les entreprises liées

| Entreprises liées (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Chiffres d'affaires | 75 736 | 100 138 |
| * Ventes de biens | 76 499 | 95 205 |
| * Ventes de services | -764 | 4 933 |
| Charges d'exploitation | -13 097 | -17 954 |
| Charges financières | -28 | -93 |
| Produits financiers | 782 | 1 169 |
| (Charges) Produits nets | 63 422 | 83 259 |

4.3 Frais de recherche et de développement

Les coûts de développement comptabilisés en charge au cours de l'exercice s'élèvent à 11 900 KEUR contre 11 204 KEUR sur 2021, ce qui représente 7.6 % du chiffre d'affaires total (8.5 % au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021).

4.4 Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

| (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Résultat net de change | -418 | -917 |
| Boni de fusion | 0 | 0 |
| Intérêts sur prêt / groupe (produit) | 783 | 1 171 |
| Intérêts sur prêt / groupe (charge) | -28 | -107 |
| Intérêts financiers sur comptes bancaires | -40 | -7 |
| Intérêts sur dettes commerciales | -3 | -1 |
| Dot aux prov. risque de change | 583 | -51 |
| (Charges) Produits nets | 876 | 88 |

4.5 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel correspond à un profit de 402 KEUR au 31 décembre 2022 et se décompose comme suit :

| (En K€) | Exercice clos le 31 décembre 2021 | Exercice clos le 31 décembre 2022 |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Produits exceptionnels / exercices antérieurs | 23 | 0 |
| Pénalités | -5 | 0 |
| Provision pénalités | 0 | 0 |
| Remboursement assurance | 0 | 0 |
| Reprises nettes aux amortissements dérogatoires | 507 | 397 |
| Produits de cession d'éléments d'actifs | 0 | 25 |
| Valeur nettes comptables des éléments d'actifs cédés | -5 | -20 |
| (Charge) produits nets | 520 | 402 |

4.6 Ventilation de l'impôt

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2022 est de 25 % sur le bénéfice (hors contribution sociale sur les bénéfices).

La ventilation de l'impôt sur le bénéfice entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

| (en K€) | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net |
|--------------------------------------|-------------------------|----------------|---------------|
| Courant | 48 082 | -12 516 | 35 566 |
| Exceptionnel | 402 | -107 | 295 |
| Participation | -3 165 | | -3 165 |
| Réduction Mécénat (déductible à 60%) | | 23 | 23 |
| Retenue à la source | | 7 | 7 |
| Crédit Impôt CIR | | 2 044 | 2 044 |
| Total | 45 319 | -10 549 | 34 770 |

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Identité de la société consolidante

Au 31 décembre 2022, les comptes individuels de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du groupe Teledyne Technologies Inc.

5.2 Engagements financiers et hors bilan

Caution et garanties bancaires ouvertes au 31/12/2022 :
JP Morgan 674 400 €

5.3 Effectif moyen de l'exercice

| | 31/12/2021 (12 mois) | 31/12/2022 (12 mois) |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Personne salarié (hors apprentis et contrats de professionnalisation) | 383 | 394 |
| <i>Ingénieurs et Cadres</i> | 231 | 232 |
| <i>Techniciens</i> | 59 | 65 |
| <i>Administratifs</i> | 14 | 14 |
| <i>Opérateurs</i> | 79 | 83 |
| Personnel mis à disposition | 32 | 26 |
| Total | 415 | 420 |

5.4 Informations relatives aux Droits Individuels de Formation (DIF)

Le CPF se substitue au DIF (ou Droit individuel à la formation) depuis le 1er janvier 2015.

Le CPF, ou Compte personnel de formation, est un dispositif de financement public permettant à toute personne de plus de 16 ans, dans la vie active (en emploi ou non), de cumuler des droits à la formation professionnelle et de les mobiliser à son initiative jusqu'à son départ en retraite.

Il est consultable et administrable sur une plateforme gouvernementale nommée Mon Compte Formation.

Jusqu'à 2018, le Compte personnel de formation des employés du privé était alimenté en heures à hauteur de 24 heures par an dans la limite de 120 heures, puis de 12 heures par an dans la limite de 150 heures. Il est désormais crédité en euros depuis 2019.

Depuis janvier 2020, le montant versé est de 500€ par année travaillée pour toute personne salariée ayant exercé au moins la moitié de la durée légale sur l'année (soit 1607 heures), le tout plafonné à 5000€ sur 10 ans.

Pour les salariés non qualifiés ne possédant pas un diplôme de niveau 3 (CAP, BEP, titre professionnel ou certification reconnue de niveau 3), le montant annuel s'élève à 800€, dans la limite de 8000€.

Pour les personnes ayant effectué moins d'heures que le seuil minimum requis, le calcul du montant des droits se fait au prorata. Ce sera par exemple le cas d'une

personne n'ayant pas travaillé de janvier à juin et démarrant une activité à temps partiel de juillet à décembre.

Les salariés en CDD, contrats courts et intérimaires bénéficient des mêmes droits au Compte personnel de formation que les salariés en CDI. Le compte est ainsi alimenté proportionnellement au temps de travail effectué durant l'année

5.5 Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées concernent des transactions effectuées avec des filiales du groupe Teledyne Technologies Inc. et sont conclues à des conditions normales de marché.

5.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 110 000 €.